

Les marchés financiers : la Suisse et son secteur bancaire face à l'euro

Autor(en): **Wacker, Didier**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique Suisse en France**

Band (Jahr): **77 (1997)**

Heft 2

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-889303>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les marchés financiers

LA SUISSE ET SON SECTEUR BANCAIRE FACE À L'EURO



Zurich, capitale économique de la Suisse.
Vue sur la Paradeplatz.

© Suisse Tourisme, Paris.

La mondialisation croissante des marchés financiers a considérablement bouleversé les équilibres économiques. A l'aube de l'Union monétaire européenne, analyse de son incidence sur les marchés financiers et, particulièrement, sur la Suisse et son secteur bancaire.

Un euro faible ne serait pas si malvenu

Dans le cadre d'une Union monétaire large (soit avec le Portugal, l'Espagne et l'Italie) et partant de l'hypothèse qu'elle entrerait en vigueur en 1999, l'euro commencerait sa carrière affaibli par rapport au dollar. Une interprétation souple des critères de Maastricht et l'intégration, dès le début de 1999, de la lire et de la peseta, seront interprétés par les marchés comme une volonté politique de forcer cette union élargie. L'évolution ultérieure de l'euro dépendra beaucoup de la crédibilité de la Banque centrale européenne (BCE) et des engagements au titre du Pacte de stabilité. Tenant compte du contexte conjoncturel européen au début de 1999, un euro faible ne serait pas si malvenu car il contribuerait à fouetter les exportations qui seront encore un fort moteur de croissance pour plusieurs pays membres. Face à une devise européenne faible, le franc suisse pourrait servir de monnaie refuge aussi longtemps que la BCE n'aura pas

La Suisse, étant donné l'étroitesse de son marché, a plus à craindre de la volatilité de l'euro que de sa faiblesse.



Didier Wacker

Crédit Suisse,
Private Banking,
Genève

assis sa crédibilité. Mais la Suisse, étant donné l'étroitesse de son marché, a plus à craindre de la volatilité de l'euro que de sa faiblesse.

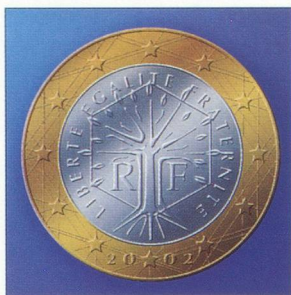
Obligations - Vers une disparition du risque « pays »

Le niveau relativement bas des taux en Europe devrait en toute logique favoriser la reprise économique vers fin 1997. L'avènement de l'euro modifiera la perception du risque de la part des investisseurs. Le risque « pays » tendra à disparaître au profit du risque « société ». Cela revient à dire qu'en raison de la convergence des taux, les pays souverains participants se retrouveront avec une structure de risque très similaire. Il subsistera certes toujours des écarts d'inflation et de croissance,

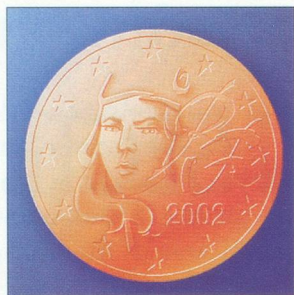
ceci en raison de politiques budgétaires différentes, cependant avec une politique monétaire centralisée, les écarts de taux tendront à diminuer. Dès lors, il est envisageable que l'on assiste à un revirement des perceptions de risques, avec des sociétés obtenant de meilleures notations que des Etats souverains qui, jusqu'ici, ont toujours bénéficié du risque minimum dans leur devise (voir graphique, page 28).

En Suisse, le risque « pays » subsistera aussi longtemps qu'elle n'adhérera pas à l'Union





Face française des pièces de 1 euro



Face française des pièces de 1, 2 et 5 cents.



Face française des pièces de 2 euro.



Face française des pièces de 10, 20 et 50 cents.

européenne. Les flux de capitaux seront proportionnels à la volatilité des monnaies des pays participants. Les sociétés de première qualité pourraient bénéficier par osmose de meilleures notations comme dans le reste de l'Europe. Les emprunts émis par ces entreprises verront donc leur prime de risque diminuer.

Les actions restent un investissement de bon rendement

Tant que la situation actuelle perdure (inflation basse, taux bas), les actions restent toujours un vecteur d'investissement de bon rendement. Avec des titres soudain libellés dans une seule monnaie sur les grandes places financières européennes, l'euro à ses débuts fera le bonheur des arbitragistes. La disparition du risque de change sur les ex-devises euro profitera aux sociétés et, par ricochet, aux actionnaires par le biais du nouvel accent mis sur la valeur actionnariale. Le risque « pays » décroîtra au profit du risque secteur, entraînant une hausse de la corrélation entre les divers indices européens (voir graphique). Les sociétés seront moins analysées en fonction de leur zone géographique et plus par secteur

Le passage à l'euro coûtera aux banques européennes entre 8 et 10 milliards d'écus.

d'activité. Le « stock picking » ne disparaîtra pas pour autant, mais de meilleurs rendements des portefeuilles seront obtenus par une gestion plus indicielle.

Des conséquences lourdes pour les banques

Tous les paiements dus au-delà de 1999 pourront être réglés en euros. Cette simple phrase implique des conséquences lourdes pour les banques. Celles-ci devront harmoniser tous leurs systèmes informatiques à la future monnaie européenne. Une étude de l'Association Européenne des Banques, à chiffré le coût de cette opération entre 8 et 10 milliards d'écus, soit environ 2% des coûts opérationnels annuels. Les revenus tirés des opérations sur

devises connaîtront une forte baisse avec la disparition des monnaies locales. Selon une enquête de la Banque des Règlements Internationaux, l'activité sur le marché des changes pourrait être amoindrie de 10% suite à l'introduction de l'euro. Pour mémoire, les trois grandes banques suisses engrangent 2,3 milliards de francs suisses sur ces opérations, soit 6,6 % de leurs recettes globales. Pour combler ce manque à gagner, les banques s'orienteront vers de nouveaux débouchés, par exemple en se tournant vers les devises

La disparition du risque de change sur les ex-devises euro profitera aux sociétés et, par ricochet, aux actionnaires.

des pays émergents, et en poursuivant leur processus de concentration.

Et si l'euro était reporté ?

Un report de l'euro favoriserait le mark allemand au détriment du franc français et surtout de la lire et de la peseta et entraînerait un ralentissement de la croissance en Allemagne et une remontée de l'inflation chez ses partenaires.

Les obligations allemandes et suisses seraient recherchées en raison de l'insécurité grandissante dans les autres pays européens. Les actions européennes seraient mises sous pression, les espoirs de voir les charges des entreprises diminuer s'anéantissant. 